

Union européenne. Il faut faire preuve de fermeté en ce qui concerne les responsabilités de la Russie en matière de droits humains

Bruxelles -- L'Union européenne (UE) doit envoyer un message plus fort au Président Poutine en ce qui concerne les droits humains, a déclaré Amnesty International à la veille du sommet UE-Russie du 24 novembre. Dans un nouveau rapport rendu public ce mercredi 22 novembre (*Torture and forced 'confessions' in detention*, disponible sur www.amnesty-eu.org), Amnesty International décrit comment la torture est utilisée dans les centres de détention russes.

Des témoignages corroborés et des dossiers médicaux montrent que la torture est utilisée en Russie. Coups, décharges électriques et même utilisation d'une «salle de viol» spécialement aménagée avec une table métallique équipée d'entraves ont été décrits à Amnesty International comme moyens utilisés pour obtenir des «aveux» sous la contrainte.

Une autre pratique consiste, en prétextant la surpopulation dans les centres de détention, à transférer des suspects dans d'autres établissements où des prévenus se chargent de les frapper en échange de certains privilèges. Les témoignages récoltés auprès d'anciens détenus font apparaître que des groupes pouvant aller jusqu'à six prisonniers procèdent à des séances de coups avec des matraques et des longs bâtons.

En 2005, des organisations non gouvernementales (ONG) russes ont recensé plus de 100 cas de torture rien que dans 11 des régions que compte la Russie. Ces chiffres ne comprennent pas le Caucase du Nord, où Amnesty International est particulièrement préoccupée par la détention au secret dans des centres de détention tenus secrets.

Les droits élémentaires que sont le droit à l'assistance d'un avocat ou à un examen médical par le médecin de son choix ne sont pas respectés, et le bureau du procureur général a procédé à très peu de véritables enquêtes.

«L'Union européenne doit exhorter le président Poutine à montrer qu'il est prêt à s'attaquer à ces problèmes et à enclencher des changements, a déclaré Dick Oosting, directeur du Bureau européen d'Amnesty International. Cette étape est d'autant plus importante que l'UE est en train d'approfondir ses relations avec la Russie par le biais du renouvellement du partenariat stratégique.»

Dans un courrier, Amnesty International a demandé instamment à la présidence de l'UE de profiter de cette occasion pour demander à la Russie de :

- signer et ratifier le Protocole facultatif se rapportant à la Convention des Nations unies contre la torture, et faire en sorte que le rapporteur spécial des Nations unies sur la torture puisse effectuer sa visite en Russie le plus tôt possible ;
- élaborer des lignes directrices pour le bureau du procureur général afin que les allégations de tortures fassent rapidement l'objet d'enquêtes indépendantes conformes aux normes internationales ;
- faire le nécessaire pour que les détenus aient accès aux services d'un avocat à tous les stades de la procédure, ainsi qu'au médecin de leur choix, et qu'ils soient présentés rapidement à un magistrat.